



L'emploi salarié marchand au 4^e trimestre 2016

L'emploi progresse de 1,6 % en 2016

En 2016, l'emploi salarié marchand progresse de 1,6 %, après une hausse de 3,3 % en 2015. Tous les grands secteurs sont créateurs d'emploi sur l'année, à l'exception de la construction.

Au 4^e trimestre, les effectifs stagnent (- 0,1 %). Ils reculent dans la construction (- 6,4 %) et l'industrie (- 0,8 %), deux secteurs affectés par une baisse saisonnière de l'emploi. À l'inverse, l'emploi augmente dans le commerce (+ 1,8 %) et les services principalement marchands (+ 0,9 %).

Philippe Paillole, Insee

Avec une croissance de 1,6 % en un an, entre décembre 2015 et décembre 2016, l'emploi salarié marchand augmente pour la troisième année de suite. La hausse est néanmoins nettement moins forte qu'en 2015 (+ 3,3 %) et qu'en 2014 (+ 2,4 %, *figure 1*). L'emploi est particulièrement dynamique dans le commerce et l'industrie (+ 2,5 % et + 2,4 %), tandis qu'il progresse plus modérément dans les services principalement marchands (+ 1,5 %). La construction est le seul grand secteur dont les effectifs baissent sur un an (- 0,3 % entre décembre 2015 et décembre 2016).

Au 4^e trimestre 2016, l'emploi salarié marchand stagne : - 0,1 % après + 0,8 % au 3^e trimestre (*figure 2*).

Le **commerce** est le secteur où l'emploi a le plus progressé en 2016 : + 2,5 % après + 0,3 % en 2015. Il retrouve au 4^e trimestre un rythme de croissance comparable à celui du 4^e trimestre 2015 (+ 1,8 %). En fin d'année, le secteur est porté par le commerce de détail (+ 2,7 %) et le commerce de gros (+ 1,0 %).

L'emploi dans l'**industrie** augmente de 2,4 % entre décembre 2015 et décembre 2016, après + 3,3 % l'année précédente. Le secteur est soutenu par les industries agroalimentaires (IAA, + 2,9 %) et par la fabrication des autres produits industriels (+ 3,2 %).

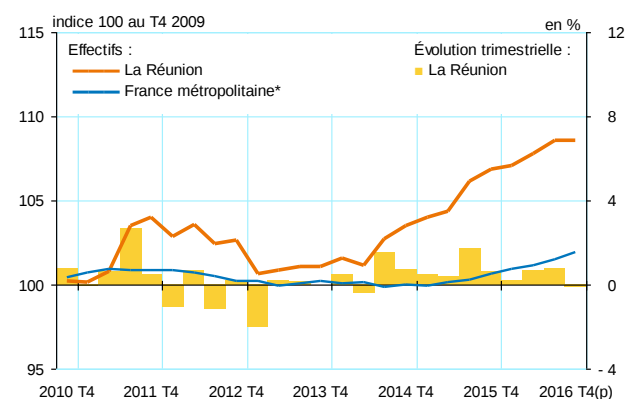
Toutefois, au 4^e trimestre, les effectifs baissent de 0,8 % : la fin de la campagne sucrière induit en effet un recul sensible dans les IAA (- 1,7 %). Cette baisse est toutefois moins forte qu'au 4^e trimestre 2015 (- 1,6 %).

Dans les **services principalement marchands**, l'emploi augmente en 2016, mais à un rythme près de trois fois inférieur à celui de 2015 (+ 1,5 % après + 4,2 %, *figure 3*).

En 2016, les activités de services administratifs et de soutien

1 L'emploi reste orienté à la hausse en 2016

Emploi salarié marchand depuis 2010

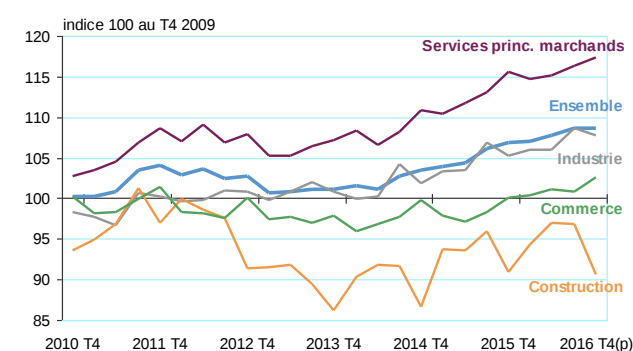


* Données corrigées des variations saisonnières. (p) : données provisoires.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

2 L'emploi stagne au 4^e trimestre

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur



(p) : données provisoires. Source : Insee, Estimations d'emploi.

aux entreprises (+ 5,8 %), et notamment l'intérim (+ 12,8 %), contribuent le plus à la hausse de l'emploi dans ce secteur.

La hausse de l'emploi dans l'hébergement et la restauration est également très forte (+ 7,0 %).

Le nombre d'emplois dans les activités immobilières et les activités financières augmente aussi de 0,8 % en 2016.

À l'inverse, l'emploi recule dans les autres activités de services (- 4,6 %). Ce secteur est pénalisé par une forte baisse dans le secteur associatif (- 11,4 %).

Au 4^e trimestre 2016, l'emploi progresse de 0,9 % dans les services principalement marchands. Comme sur l'ensemble de l'année, cette hausse est portée par les activités de services administratifs et de soutien aux entreprises (+ 3,7 %), dont l'intérim (+ 5,8 %).

L'hébergement et la restauration progressent également en fin d'année (+ 4,8 %), grâce au début de l'été austral, synonyme de haute saison touristique (figure 4).

Après avoir fortement augmenté en 2015, l'emploi dans la **construction** diminue légèrement en 2016 : - 0,3 % après + 4,9 %. La baisse de 1,7 % des travaux de construction spécialisés pèse sur l'emploi dans ce secteur en 2016. En revanche, l'emploi dans la construction de bâtiments et dans le génie civil reste dynamique (+ 3,5 % et + 3,2 %).

Au 4^e trimestre, les effectifs du secteur reculent nettement (- 6,4 %), du fait des congés de fin d'année du BTP. ■

3 Baisse de l'emploi dans la construction au 4^e trimestre

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur sur un an

	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016 ^(p)	T4 2016 ^(p)	Glissement annuel ^(p)	Poids dans l'emploi au T4 2016 ^(p)
	en %						
Ensemble	0,7	0,2	0,7	0,8	- 0,1	1,6	100,0
Industrie	- 1,6	0,7	0,0	2,5	- 0,8	2,4	13,7
Construction	- 5,3	3,8	2,7	0,0	- 6,4	- 0,3	11,7
Commerce	1,9	0,3	0,5	- 0,1	1,8	2,5	23,5
Serv. princ. marchands	2,2	- 0,8	0,4	0,9	0,9	1,5	51,1

(p) : données provisoires. Source : Insee, Estimations d'emploi.

4 Sur l'année, le commerce et l'industrie sont les moteurs de l'emploi

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand par secteur détaillé

	T4 2016 ^(p)	Glissement annuel ^(p)
	en %	
Ensemble	- 0,1	1,6
Industrie dont :	- 0,8	2,4
Agroalimentaire	- 1,7	2,9
Construction	- 6,4	- 0,3
Commerce	1,8	2,5
Services principalement marchands dont :	0,9	1,5
Transports et entreposage	- 0,4	0,1
Hébergement et restauration	4,8	7,0
Information et communication	0,2	3,3
Activités financières et d'assurance	- 0,3	0,8
Activités immobilières	0,1	0,8
Act. scientifiques et techniques, serv. administratifs et de soutien	1,9	3,3
dont activités de services administratifs et de soutien	3,7	5,8
Autres activités de services	- 1,5	- 4,6

(p) : données provisoires. Source : Insee, Estimations d'emploi.

Avertissement

Les estimations d'emploi trimestriel sont établies à l'Insee à partir des fichiers des Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) sur les secteurs principalement marchands. Depuis la publication des résultats de l'emploi salarié marchand sur le 3^e trimestre 2015, **le champ a été modifié** afin de se caler sur celui des publications régionales de métropole. Ce champ exclut l'agriculture, les services non marchands et les salariés des particuliers employeurs.

Les données d'emploi salarié marchand sont révisées d'un trimestre à l'autre, notamment à la suite d'une expertise complémentaire de la source Urssaf, réalisée par l'Insee. Jusqu'à la publication du 3^e trimestre 2015, la série diffusée ne tenait pas compte de ces révisions. **Dorénavant, ces révisions sont intégrées.** Les données sont définitives jusqu'au 2^e trimestre 2016 et provisoires pour les 3^e et 4^e trimestres 2016.

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) depuis mars 2015 en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Méthodologie

Mesurer les évolutions trimestrielles de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) ou de déclarations sociales nominatives (DSN). Ces déclarations sont adressées par les employeurs aux Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf), puis transmises trimestriellement à l'Insee. Elles concernent les salariés soumis au régime général de Sécurité sociale, à l'exception : des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ; des emplois domestiques ; des fonctionnaires de l'État. Depuis le 1^{er} trimestre 2015, les BRC sont progressivement remplacés par les DSN.

À partir de ces données, une chaîne de traitement dite Epure (extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi) est utilisée à La Réunion depuis 2000. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées. Sont exclus du champ Epure : les établissements non marchands ; l'agriculture ; les caisses de congés payés ; les établissements de vente à domicile ; les administrateurs d'immeubles ; l'Alpa.

Le champ étudié, « établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services principalement marchands », **couvre 52 % des 240 000 emplois salariés de La Réunion à la fin 2014.**

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle nomenclature agrégée (NA 2008), regroupement de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF) destiné à l'analyse économique.

Définitions

Les **activités scientifiques et techniques** regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

Les **activités de services administratifs et de soutien** regroupent les activités liées à l'emploi (intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Julie Boé et Pierre Thibault

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

© Insee 2017

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur le « **Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion** » ;
- Rivière J., « **Tous les secteurs créent de l'emploi** », *Insee Conjoncture Réunion* n° 2, pp. 12-13, juin 2016 ;
- Rivière J., « **L'emploi progresse de 3,7 % en 2015** », *Insee Flash Réunion* n° 67, juin 2016 ;
- Le compte Twitter de l'Insee La Réunion-Mayotte : **@InseeOI**.

